

Les Origines du populisme

**Yann Algan
Elizabeth Beasley
Daniel Cohen
Martial Foucault**

Les Origines du populisme

Enquête sur un schisme politique et social


LA REPUBLIQUE DES IDEES

Seuil 

Collection dirigée
par Pierre Rosanvallon
et Ivan Jablonka

ISBN : 978-2-02-142858-2

© Éditions du Seuil et La République des Idées, août 2019

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Le fait qu'avec une uniformité monotone mais abstraite le même sort avait frappé une masse d'individus n'empêcha pas ceux-ci de se juger eux-mêmes en termes d'échec individuel, ni de juger le monde en termes d'injustice spécifique.

Hannah Arendt,
Les Origines du totalitarisme

Ce livre s'appuie sur l'analyse économétrique de nombreuses bases de données (Enquêtes CEVIPOF, European Social Survey, World Values Survey, résultats électoraux...). Pour ne pas alourdir la présentation, les tableaux correspondant aux résultats présentés dans cet ouvrage sont mis en ligne sur le site web de nos institutions www.cepremap.fr et <http://www.sciencespo.fr/cevipof/>

Les auteurs remercient Madeleine Péron pour sa lumineuse contribution à ce livre, qui n'aurait jamais pu voir le jour sans son aide sur le texte et les données. Mille mercis aussi à Emily Helmeid et Eva Davoine pour leur formidable travail sur les données européennes.

Nous remercions également toutes celles et ceux qui, sous différentes formes, ont contribué à ce projet au CEVIPOF, à Sciences Po et à l'Observatoire du Bien-être du CEPREMAP, en particulier Mathieu Perona, Amory Gethin, Thanasak Jenmana, Esther Raineau-Rispal, Laura Leker, Jaya Jain, Marie Young Brun, Paul Vertier et Claire Vandendriessche.

La recherche qui a conduit aux résultats de cette étude a été partiellement financée par le Conseil européen de la recherche grâce au programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne (Convention de subvention n° 647870).

INTRODUCTION

Un spectre hante l'Occident : le populisme. Il prospère partout : aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Autriche, en Pologne, en Hongrie, etc. Cette progression a franchi un nouveau seuil en France quand Marine Le Pen s'est hissée au second tour de l'élection présidentielle française en 2017 et en Italie avec la coalition gouvernementale arrivée au pouvoir en 2018. Qu'elle émane de la gauche ou de la droite, la montée des forces « antisystème » est intimement liée à la détérioration des conditions d'existence des classes moyennes et populaires, frappées par l'insécurité économique et le creusement des inégalités, notamment depuis la crise économique de 2008. Celle-ci a provoqué un immense ressentiment, une très forte colère à l'égard des partis traditionnels, qui se sont tous révélés incapables de protéger les classes populaires des dérèglements du capitalisme contemporain.

L'instabilité économique est la force première qui explique la poussée populiste. Mais, si celle-ci ne s'expliquait que par des facteurs économiques, comment comprendre, comme le souligne Hervé Le Bras, que les ouvriers de Champagne-Ardenne (dans le Nord-Est) votent majoritairement FN, alors qu'ils sont très minoritaires à le faire dans la région Midi-Pyrénées¹ ? Comment

1. Hervé Le Bras, *Le Pari du FN*, Paris, Autrement, 2015.

interpréter la manière dont la protestation antisystème se ventile entre la gauche radicale et la droite populiste, si différentes sur le terrain des valeurs ? Répondre à ces questions exige de prendre en compte une autre crise, « culturelle », tout aussi profonde que celle qui émane des dérèglements économiques. La poussée populiste observée en France et dans d'autres démocraties libérales prend ses sources dans la montée en puissance d'une société d'individus où chacun est conduit à penser sa position sociale en termes subjectifs, provoquant une polarisation entre ce que Robert Castel appelait un « individualisme par excès », celui des gagnants, et un « individualisme par défaut », celui des perdants¹. Elle est l'expression du même désarroi que celui que Hannah Arendt avait analysé pour expliquer la montée du totalitarisme dans les années 1930. Elle la décrivait comme l'effet du passage tumultueux d'une « société de classes » à une « société de masse », faite d'individus abandonnés à eux-mêmes au milieu des désordres du monde.

Le nouvel axe de la vie politique

Les compromis que la gauche et la droite traditionnelles étaient parvenues à nouer en leur sein ont été fracassés par la poussée populiste. Sans disparaître, l'axe droite-gauche est concurrencé par une polarisation nouvelle dont le second tour de l'élection présidentielle française de 2017, opposant Marine Le Pen et Emmanuel Macron, a donné une image chimiquement pure. Le tableau suivant compare les résultats du second tour de l'élection présidentielle française en 2012 et en 2017. Il indique le vote de différents électors pour chaque candidat (relativement

1. Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil et La République des Idées, 2003.

à la moyenne nationale de ceux-ci). L'attrait qu'exerce la droite populiste auprès des classes populaires est considérable en 2017. Les ouvriers donnent un avantage déterminant à Le Pen : ils sont 12 points plus nombreux que son électorat national à voter pour elle, tandis que les cadres votent très nettement pour Macron. L'élection de 2012, à l'inverse, n'avait accordé qu'un rôle mineur à ces variables. L'opposition droite-gauche traditionnelle avait fini par être totalement indifférente à la géographie sociale du pays. La candidature de Le Pen restaure une concordance entre la polarisation de l'espace politique et celle de l'espace social. Elle reconstruit un vote de classe.

TABLEAU 1
Le second tour des élections présidentielles de 2012 et de 2017
(écart au score national de chaque candidat,
en points de pourcentage)

	2012			2017		
	Hollande	Sarkozy	Abstention	Macron	Le Pen	Abstention
Cadres	2	2	-4	13	-10	-3
Ouvriers	0	-5	5	-13	12	1
Personnes confiantes en autrui	15	-9	-6	16	-14	-2

Source : Enquête électorale française, CEVIPOF.

Note : les « personnes confiantes » sont celles qui répondent positivement à la question : « D'une manière générale, diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? »

Lecture : en 2012, le pourcentage d'électeurs cadres qui ont voté pour Hollande est supérieur de 2 points de pourcentage à son score national.

L'autre élément décisif qui émerge de ce tableau est un facteur qui jouera un grand rôle dans notre analyse de la crise culturelle : le niveau de confiance des électeurs à l'égard d'autrui. L'indicateur est obtenu à partir d'une question simple : « D'une

manière générale, diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? » Son pouvoir explicatif est considérable, dans l'ancien comme dans le nouveau monde politique¹. La gauche est le parti des gens confiants. François Hollande avait disposé d'un avantage de 15 points dans cet électorat, dont Emmanuel Macron profitera en 2017. Comme nous le montrerons dans une comparaison internationale incluant les autres pays européens et les États-Unis, c'est un trait qui se retrouve partout.

La droite, et surtout la droite populiste, est méfiante. La question de l'identité, qui prend ici le sens anthropologique d'un rapport blessé à autrui, est le socle de la droite populiste. Celle-ci ne prospère pas seulement sur une doxa antisystème, elle est également anti-immigrés. Les partis qui l'incarnent partagent tous une forte coloration xénophobe, y compris dans les pays scandinaves, pourtant mieux protégés de la crise et de la montée des inégalités. Les Démocrates de Suède, le parti du Peuple danois, les Vrais Finlandais, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), Aube dorée en Grèce, la Ligue du Nord en Italie, tous se sont construits sur un discours xénophobe. Le FN devenu Rassemblement national² est parfaitement emblématique de ce mouvement, ses électeurs se mobilisant en priorité sur la question immigrée, devant le chômage et le pouvoir d'achat, considérant que le parti frontiste est le plus crédible pour traiter les enjeux liés aux politiques

1. Cette variable est évidemment corrélée aux autres facteurs sociaux (éducation, catégories socioprofessionnelles, niveau de revenu), mais l'analyse que nous proposerons dans ce livre montrera que cette variable, longtemps ignorée de l'analyse électorale, est déterminante relativement aux autres.

2. Dans la suite de cet ouvrage, nous parlerons du Front national, ancien nom du Rassemblement national, afin d'en retracer l'évolution historique.

d'immigration. Les causes de cette xénophobie sont complexes, multidimensionnelles. Une explication strictement économique, liée entre autres à la concurrence entre les autochtones et les immigrés sur le marché de l'emploi ou de l'immobilier, ne peut suffire. La corrélation entre les attitudes anti-immigrés et l'homophobie, par exemple, est beaucoup plus forte que celle qui est obtenue en comparant la détestation des immigrés aux variables économiques. Mais, à l'inverse, une explication purement culturelle du racisme comme un fait social autonome ne suffit pas davantage. C'est la faiblesse plus générale du rapport à autrui, y compris dans le cas des électeurs du FN avec leur propre famille, qui joue un rôle essentiel.

Sous une apparente continuité avec l'électorat de la droite traditionnelle, la méfiance des électeurs de Marine Le Pen diffère profondément de celle des électeurs de Nicolas Sarkozy ou de François Fillon. Celle de la droite classique est traditionaliste. Elle est bourgeoise, « propriétaire » : c'est l'ombre portée de l'ancien clivage gauche-droite. La méfiance des électeurs de Le Pen est d'une autre nature. Elle reflète leur difficulté à trouver une place dans la réalité sociale, à faire société dans un monde qui fragmente toujours davantage les destins individuels. Le vote de ces électeurs n'est plus l'expression d'une aspiration collective mais plutôt celle d'une frustration individuelle. Comme dans les années 1930, la crise économique et sociale que nous vivons a aussi produit une violente désocialisation des classes populaires. Les Trente Glorieuses avaient forgé un idéal de croissance inclusive qui s'est perdu au cours des décennies suivantes. La société industrielle et le modèle fordiste étaient fondés sur des entreprises organisant la socialisation des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise, avec notamment la présence de syndicats puissants. La société postindustrielle a fait éclater cette structuration des espaces communs : le développement des services et des nouveaux modes de travail s'est accompagné d'une plus grande solitude

sociale. La relation directe au client a remplacé la relation avec le collègue. Les métiers de services directs aux particuliers assurés par les artisans et les commerçants, ou encore les ouvriers non qualifiés dans les secteurs du service, ne sont plus encadrés par la densité des relations sociales qui caractérisait le modèle de l'entreprise industrielle. Ce sont ces mêmes acteurs qui sont sur-représentés dans le mouvement des Gilets jaunes : conducteurs, aides-soignantes, très présents sur les ronds-points, alors que les représentants des syndicats ont souvent été tenus à distance. Comme nous le verrons dans le chapitre consacré à ce mouvement, il montre à sa manière que le vote pour le FN n'est pas réductible à un vote « ouvrier », au sens où on l'entendait encore en 1981 : il est davantage le vote d'individus malheureux, dont la satisfaction dans la vie est faible.

Retour sur un concept

Comme le souligne Dominique Reynié¹, le terme « populisme » doit être utilisé avec précaution². Dans certains milieux,

1. Dominique Reynié, *Les Nouveaux Populismes*, Paris, Fayard, « Pluriel », 2013.

2. Historiquement, le terme a ses lettres de noblesse. En Russie, entre 1840 et 1880, le mouvement populiste (*Narodniki*) a été le fait d'enseignants, fonctionnaires, journalistes qui ont lancé un mouvement d'éducation populaire dont la révolution de 1917 sera l'un des échos. Aux États-Unis, dans les années 1880, le populisme est né dans le monde des petits fermiers du sud et de l'ouest du pays. Les paysans surendettés se sont retournés contre leurs banquiers, donnant lieu à une véritable insurrection agrarienne au cours des années 1870-1890. Le People's Party exigea la nationalisation des chemins de fer, des télégraphes, des ressources naturelles, des banques... En France, à la fin des années 1880, le boulangisme – du nom de son leader, le général Georges Boulanger – « prétend transcender le clivage gauche-droite » en rassemblant une base électorale

il se confond parfois avec « populaire » et ne fait que désigner le mépris des élites pour les masses. Le mot est tout aussi imprécis quand il vise à caractériser, de manière symétrique, l'ensemble des détestations qui s'expriment contre les élites, contre le « système ». Il ne permet pas, en particulier, de distinguer les versants gauche et droite de cette protestation. Pour éviter cette ambiguïté, nous utilisons dans ce livre deux expressions distinctes : la « gauche radicale » et la « droite populiste », deux forces unies dans leur critique du « système », mais qui s'opposent profondément sur le terrain des valeurs et soutiennent des plateformes économiques très différentes.

Si les dérèglements du capitalisme ont puissamment alimenté ces deux versants de la protestation, la gauche radicale est toutefois totalement décontenancée par la séduction qu'exerce la droite populiste sur les classes populaires. Elle peine à admettre ses relents xénophobes, autoritaristes. Une question tout aussi troublante l'interpelle sur le terrain économique. Toute l'analyse traditionnelle de l'axe gauche-droite repose sur l'idée que la gauche, parti des pauvres, est en faveur de la redistribution et que la droite, parti des riches, y est hostile. Or, de manière paradoxale compte tenu de leur faible niveau de revenu, les électeurs du Front national ne semblent pas particulièrement intéressés par cette problématique. À la question : « Faut-il prendre aux riches pour donner aux pauvres ? », les électeurs de Jean-Luc Mélenchon d'un côté et ceux de François Fillon de l'autre répondent de manière on ne peut plus prévisible : très positivement pour les premiers, très négativement pour les seconds. Plus étonnant, l'électorat Le Pen répond comme celui de Macron, de façon modérée, comme

mécontente des effets de la crise économique, du malaise social, d'une frustration nationale née de la guerre perdue de 1870, et surtout de l'absence de morale des élites dirigeantes, qu'elles soient parlementaires, intellectuelles, médiatiques ou économiques.

si cette question ne l'intéressait pas. La méfiance radicale des électeurs de Le Pen à l'égard du reste de la société permet de comprendre ces différents paradoxes : ils se méfient autant des pauvres, et des instruments de redistribution en leur faveur, que des riches et de l'État providence.

La gauche radicale et la droite populiste se nourrissent de valeurs et d'ambitions programmatiques profondément distinctes. Elles héritent, comme à leur insu, de l'opposition traditionnelle entre la gauche et la droite. L'une des conclusions de notre enquête sera de montrer qu'il y aurait une profonde illusion à penser qu'elles puissent s'unir sur un programme commun. L'exemple italien, parfois donné comme la preuve qu'une telle alliance est possible, n'en est pas un. Comme nous le verrons dans le cadre d'une comparaison internationale, les électeurs du Mouvement 5 étoiles sont beaucoup plus proches, sur le terrain des valeurs et de la méfiance interpersonnelle, de la droite populiste que de la gauche radicale des autres pays.

Ces considérations posent évidemment la question de savoir comment se résoudra la crise politique que la poussée des forces antisystème a provoquée. Alors que la gauche et la droite offraient à leurs électeurs de nouer des alliances ouvertes, ouvriers et instituteurs à gauche, bourgeois et paysans à droite, le risque que la droite populiste fait courir aux classes populaires est de les faire passer d'un ghetto social à un enfermement politique, sans autre dénominateur commun qu'un rapport négatif à autrui et au reste du monde social. La manière dont les démocraties parviendront à sortir de cette impasse déterminera notre avenir collectif.

CHAPITRE PREMIER

Trois crises

Crise politique

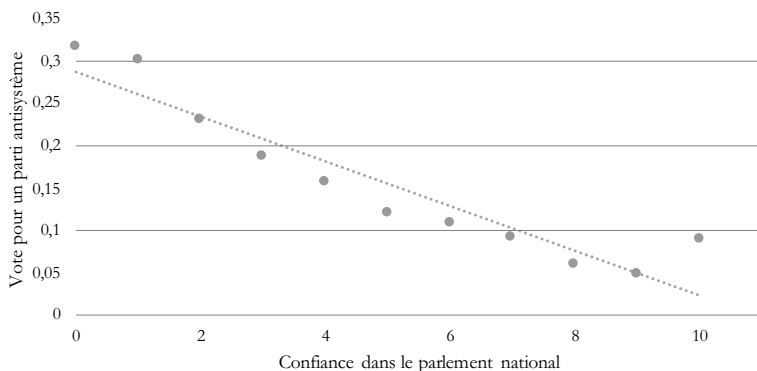
La première manifestation de la poussée des forces anti-système, de droite et de gauche, est une crise de confiance à l'égard des institutions politiques nationales et supranationales. La figure 1 illustre la très forte relation entre la défiance des citoyens pour leurs institutions et le vote en faveur des forces antisystème, regroupant la gauche radicale et la droite populiste.

Toutes les enquêtes internationales sur les valeurs des citoyens révèlent un profond déclin de l'idéal démocratique, notamment depuis le déclenchement de la crise financière en 2008¹. En 2017², à la question : « La démocratie est-elle le meilleur des systèmes ou un autre système pourrait-il être aussi bon que la démocratie ? », plus d'un Français sur trois considère qu'un autre système pourrait être aussi bon. Cette remise en cause fait son chemin puisque cette opinion était celle d'un peu moins d'un

1. Yann Algan, Sergei Guriev, Elias Papaioannou et Evgenia Passari, « The European Trust Crisis and the Rise of Populism », *Brookings Papers on Economic Activity*, 2017.

2. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017. Tous les chiffres suivants sont issus de cet ouvrage collectif.

FIGURE 1
Vote pour les partis antisystème et confiance
dans le parlement national: UE-15¹ (2012-2016)



Source : Enquête sociale européenne, 2012-2016.

Note : moyenne pondérée du vote antisystème pour chaque réponse possible à la question : « Sur une échelle de 0 à 10, dans quelle mesure faites-vous confiance au Parlement de votre pays ? 0 signifie que vous ne faites pas du tout confiance et 10 signifie que vous avez une confiance totale. »

Français sur quatre en 2014. Le même désamour pour la démocratie est partagé par plus du tiers des citoyens des différents pays européens et aux États-Unis. Sans surprise, la plupart des citoyens interrogés considèrent également que la démocratie fonctionne « assez mal » ou « très mal », aussi bien en Europe qu'aux États-Unis (55 %). L'insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie est encore plus prononcée dans les pays d'Europe de l'Est : elle gagne 82 % des citoyens en Bulgarie, 80 % en Hongrie et 59 % en Pologne. L'Europe méditerranéenne traverse aussi la même dépression démocratique : le jugement négatif vis-à-vis de

1. Les pays de l'UE-15 sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

la démocratie bat des records en Italie (79 %) et en Grèce (67 %), et gagne la majorité des Espagnols (60 %) et des Français (53 %).

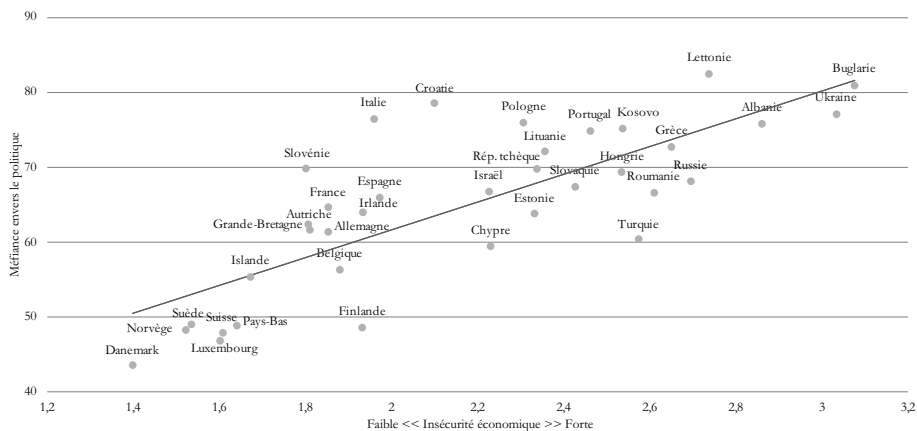
Le jugement des électeurs sur leurs représentants est tout aussi critique : pour 87 % des citoyens européens et 88 % des citoyens américains, « la plupart des responsables politiques défendent surtout leurs intérêts et ne se préoccupent pas des gens comme moi ». Les responsables politiques sont considérés comme corrompus par 77 % des citoyens européens, avec un record à 91 % en Hongrie et en Pologne, et par 79 % des Américains.

L'ensemble des institutions politiques qui font vivre la démocratie est soumis au même désamour. Une majorité de citoyens européens (59 %) exprime une défiance vis-à-vis de leur parlement national : 78 % en Italie, 64 % au Portugal et en Espagne, et 56 % en France. La défiance à l'égard des partis politiques est aussi largement répandue en Europe : 68 % en Allemagne, 75 % au Royaume-Uni et en Autriche, avec des records en France (89 %), en Espagne (90 %) et en Italie (91 %).

Crise économique

La crise politique trouve en grande partie son origine dans un fort ressentiment des classes populaires contre les bouleversements économiques dont elles ont été les principales victimes, et dans l'incapacité de leurs gouvernants à y faire face. À partir du milieu des années 1970, une reconfiguration du système économique se met en place, marquée par la désindustrialisation accélérée, la désyndicalisation, une montée de la pression concurrentielle, la mondialisation et l'essor des technologies nouvelles. La peur de l'avenir a pris une ampleur croissante, notamment depuis le début du siècle et avant même la crise de 2008. Le graphique suivant illustre la corrélation étroite entre l'insécurité économique en Europe et la défiance à l'égard des institutions politiques.

FIGURE 2
Méfiance politique et insécurité économique



Source: Inglehart et Norris¹, avec les données de l'Enquête sociale européenne, 2001-2016.

Note: la méfiance envers le politique est mesurée par la moyenne des attitudes de défiance vis-à-vis des parlements nationaux, des partis politiques et des élus.

Analysant la variation du revenu réel des différentes catégories de population depuis le début des années 1980, l'économiste Branko Milanović a montré que les travailleurs les moins qualifiés des démocraties occidentales ont vu leur part dans la distribution des revenus s'éroder dramatiquement au cours des trois dernières décennies. À l'extrémité haute de la distribution des revenus, on trouve les *happy few*: une grande partie des fruits de la croissance a été concentrée dans les mains des 1 % les plus riches, comme le révélait aussi Thomas Piketty dans *Le Capital au XXI^e siècle*².

1. Ronald Inglehart et Pippa Norris, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

2. Branko Milanović, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, Paris, La Découverte, 2019. Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

